




Validé par **CNS DU** 
Version **1 – juin 2023**
Gestion nationale

OS 1.1 - Formation et ingénierie de formation (N) : Etudes et référentiels de formation, financement des formations obligatoires des marins de pêche

Priorité 1
FEAMPA
Programme National
2021-2027

Table des matières

I-Références réglementaires.....	2
a) Références du règlement FEAMPA	2
b) Références d'autres textes spécifiques (UE, France...)	2
c) Objectif spécifique du PN FEAMPA.....	3
II-Les types d'actions concernées	4
III-Les critères d'éligibilité sur les bénéficiaires et des opérations	5
a) Conditions d'éligibilité portant sur les bénéficiaires	5
b) Conditions d'éligibilité portant sur les actions	5
IV-Critères de sélection.....	7
V-Modalités de financement	7
a) Modalités de financement	7
b) Intensité d'aide publique	9
c) Taux de contribution FEAMPA.....	9
VI-Indicateurs.....	9
VII-Pilotage de l'objectif spécifique	9
a) Responsable de l'article 22.....	9
b) Modalités de mise en œuvre.....	9

I-Références réglementaires

a) Références du règlement FEAMPA

- considérant 25 du règlement (UE) 2021/1139 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/1004 ;
- article 3 du règlement (UE) 2021/1139 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/100 ;
- article 14 du règlement (UE) 2021/1139 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/1004.

b) Références d'autres textes spécifiques (UE, France...)

- article 5 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;
- article 23(3)(d)(i) du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;
- décision (UE) 2015/799 du Conseil du 18 mai 2015 autorisant les États membres à devenir partie, dans l'intérêt de l'Union européenne, à la convention internationale sur les normes de formation du personnel des navires de pêche, de délivrance des brevets et de veille de l'Organisation maritime internationale ;
- résolution du Parlement européen du 16 septembre 2021 sur Pêcheurs de l'avenir: attirer une nouvelle génération de travailleurs dans le secteur de la pêche et créer des emplois dans les communautés côtières (2019/2161(INI)) ;
- loi n° 2019-284 du 8 avril 2019 autorisant la ratification de la convention internationale sur les normes de formation du personnel des navires de pêche, de délivrance des brevets et de veille (STCW-F) ;
- décret n° 2019-1051 du 14 octobre 2019 portant publication de la convention internationale sur les normes de formation du personnel des navires de pêche, de délivrance des brevets et de veille (STCW-F) (ensemble une annexe), adoptée à Londres le 7 juillet 1995 ;
- code des transports, notamment son article L.5521-2 ;

- code de l'éducation ;
- décret n° 2015-723 du 24 juin 2015 relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et aux conditions d'exercice de fonctions à bord des navires armés au commerce, à la plaisance, à la pêche et aux cultures marines ;
- priorité 2.1.1 du Programme FEAMPA France 2021-2027 ;
- note de cadrage « options à coûts simplifiées » FEAMPA France 2021-2027.

c) Objectif spécifique du PN FEAMPA

L'objectif spécifique 1.1 contribue à l'atteinte des objectifs de la PCP par la viabilité économique et la durabilité environnementale et sociale des entreprises de pêche, infrastructures et équipements collectifs.

Les objectifs de l'action découlent directement de la stratégie française issue des besoins en formation des marins pêcheurs.

La ratification le 8 avril 2019 par la France de la convention internationale sur les normes de formation du personnel des navires de pêche, de délivrance des brevets et de veille (STCW-F), s'inscrit dans la ligne tracée par l'Union européenne qui invitait les Etats-membres à ratifier la convention dans les meilleurs délais afin de permettre la promotion de la sécurité des personnes et des biens en mer et l'amélioration de la protection du milieu marin.

Comme le rappelle le Conseil dans le sixième considérant de sa décision 2015/799, le soutien financier à la formation via le Fonds européen pour la pêche et du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, constitue pour l'Union européenne un objectif visant à l'amélioration de la sécurité en mer et au renforcement des qualifications professionnelles du personnel travaillant à bord des navires de pêche. Ce soutien financier en faveur des qualifications professionnelles permet d'améliorer les garanties en termes de sauvegarde de la vie humaine et des biens en mer, ainsi que la protection du milieu marin, à travers des normes minimales de formation en matière de sécurité, de prévention et de lutte contre les incendies à bord des navires, d'utilisation du système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM), d'une meilleure connaissance en matière de soins médicaux ou encore de mise en œuvre des moyens de sauvetage. Par ailleurs, elles permettent également à travers cette garantie d'une meilleure sécurité des équipages et des conditions de travail de favoriser l'attractivité du secteur qui souffre à ce jour de difficultés à recruter ou fidéliser des marins formés conformément au haut niveau d'exigence de nos standards renforcés.

Le Parlement européen, dans sa résolution du 16 septembre 2021 sur les Pêcheurs de l'avenir, déclare nécessaire d'attirer une nouvelle génération de travailleurs dans le secteur de la pêche et de créer des emplois dans les communautés côtières, il reprend ces objectifs et ces moyens, en incitant par ailleurs la Commission européenne à présenter une directive transposant la convention STCW-F en droit européen, à l'instar de ce qui a été fait pour le transport maritime avec la directive 2008/106/CE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 concernant le niveau minimal de formation des gens de mer.

Cette volonté fait écho aux difficultés rencontrées par le secteur en la matière, notamment ce qui concerne le poids des exigences réglementaires en regard de formations relevant de normes internationales mais également face aux nouveaux enjeux en matière de sécurité et d'environnement marin :

- Des difficultés de recrutements ;
- Le coût des formations, et des renouvellements des diplômes, durée des formations ;
- La difficulté de réorientation en cours de carrière au sein des métiers du maritime ;
- La nécessité d'un renforcement de la formation en matière de sécurité maritime dont la sauvegarde de la vie en mer et la prévention des pollutions sont les objectifs principaux.

II-Les types d'actions concernées

Le type d'action est **Conseil et formation (N)**

Formation et ingénierie de formation (N) : Etudes et référentiels de formation, financement des formations obligatoires des marins de pêche

Les actions qui pourront être soutenues sont des actions de formation à destination des marins pêcheurs dans une perspective de transformation de leurs qualifications professionnelles maritimes dans le cadre de la convention STCW-F pour travailler à bord d'un navire de pêche.

L'objectif de ces formations est l'amélioration des compétences, l'anticipation des changements (prise en compte des enjeux environnementaux, climatiques, digitaux...), le renforcement de la sécurité et des conditions de travail des équipages et le développement du capital humain des entreprises de pêche. Les formations sont encadrées par des textes prévoyant les conditions d'admission et les référentiels. Elles conduisent à la délivrance de certifications professionnelles obligatoires pour travailler à bord d'un navire, conformément aux dispositions internationales de la Convention STCW-F et aux textes rappelés ci-dessus.

Les formations et les certifications professionnelles auxquelles elles conduisent sont encadrées par le décret du 24 juin 2015 précité et les arrêtés, soit transverses, soit propres à chaque parcours de formation.

Dans le cadre de la mise en œuvre textes réglementaires précités, ces actions de formations conduisent à l'obtention de brevets et de certificats issus de référentiels nouveaux permettant une prise en compte des nouvelles techniques de conduite, de marche et d'entretien des navires et de l'ensemble des exigences en matière de sécurité et d'urgence. De tels efforts en matière de renforcement de la sécurité visent également la prévention des pollutions consécutives aux événements de mer.

III-Les critères d'éligibilité sur les bénéficiaires et des opérations

a) Conditions d'éligibilité portant sur les bénéficiaires

Les demandes sont formulées par un opérateur qui est le chef de file dans le cadre d'une opération collaborative pour les demandes de subvention conformément aux dispositions du décret national d'éligibilités des dépenses.

Les bénéficiaires de l'aide associés au chef de file sont :

-soit un marin qui prend en charge directement les coûts de sa formation, salarié ou non salarié ;

- soit l'employeur d'un marin qui prend en charge les coûts de formation de formation de ce marin salarié,

L'imputation des dépenses au marin ou à son employeur le cas échéant sera vérifiée lors de l'instruction de la demande de versement de l'aide.

b) Conditions d'éligibilité portant sur les actions

Le dispositif permet de financer la formation des marins professionnels titulaires de qualifications à la pêche devant être transformées ou non titulaires de titres et devant en détenir dans le cadre de la transformation à la pêche au sens de l'article L5511-1 du code des transports, il respecte les exigences de l'article 11 du règlement.

Le marin peut être installé à son propre compte ou être salarié d'une entreprise de pêche maritime.

L'action de financement porte sur une formation réalisée. Le marin bénéficiaire doit donc avoir été inscrit et avoir suivi la formation, c'est-à-dire être titulaire d'une attestation de présence à la formation. Seules les formations **suivies**, avec succès ou non, peuvent être financées.

Préalablement à l'inscription en formation, le marin pêcheur doit avoir attesté de son intention de suivre la/les formation(s) requise(s) pour exercer à bord d'un navire de pêche.

Les actions de formation éligibles sont celles conduisant à la délivrance de certifications professionnelles requises pour continuer à exercer à la pêche conformément aux textes précités qui fixent les conditions de « transformation » de titres anciens en titres conformes aux nouvelles exigences de sécurité. Ces qualifications, propres à la situation de chaque marin, qui doit donc être examinée au regard des textes qui s'appliquent à sa situation, sont, de manière non exhaustive :

- Certificat d'aptitude au commandement à la petite pêche.
- Brevet de capitaine 200 Pêche.
- Brevet de lieutenant de pêche.
- Brevet de patron de pêche.
- Brevet de capitaine de pêche.
- Certificat de matelot pont
- Brevet de mécanicien 250 kW ;
- Brevet de mécanicien 750 kW ;
- Brevet de second mécanicien 3000 kW limité à 200 milles des côtes ;
- Brevet de chef mécanicien 3000 kW limité à 200 milles des côtes ;

- Brevet de second mécanicien 3000 kW ;
- Brevet de chef mécanicien 3000 kW ;
- Brevet de second mécanicien 8000 kW ;
- Brevet de chef mécanicien 8000 kW ;
- Brevet de second mécanicien ;
- Brevet de chef mécanicien ;
- Brevet d'officier chef de quart machine ;
- Certificat de Formation de Base à la Sécurité (CFBS) ;
- Certificat de qualification Avancée - Lutte Contre l'Incendie (CQALI) ;
- Certificat d'aptitude à l'exploitation des embarcations et radeaux de sauvetage (CAEERS) ;
- Certificat d'aptitude à l'exploitation des canotes de secours rapide (CAECRS) ;
- Certificat de formation à la sécurité pour les personnels embarqués sur des navires armés à la petite pêche ou à la pêche côtière de longueur inférieure à 12 mètres.
- Enseignement médical niveaux I, II et III ;
- Certificat restreint d'opérateur et certificat général d'opérateur ;
- Certificat de sensibilisation à la sûreté ;
- Certificat de formation spécifique à la sûreté.

La formation est dispensée par un établissement de formation professionnelle maritime agréé par le ministre chargé de la mer dans les conditions prévues par la réglementation. Les formations sont dispensées et évaluées conformément aux référentiels de formation arrêtés par le ministre chargé de la mer et aux modalités prévues par l'agrément.

Le chef de file, qui peut être l'opérateur de compétences compétent en matière de pêche maritime professionnelle au sens de l'article L6332-1 du code du travail reçoit les candidatures de formation des marins professionnels à la pêche sous forme d'attestation jointes à la demande de subvention globale. Lorsque la demande est formée par un employeur pour la formation d'un marin pêcheur, l'attestation comporte également l'engagement du marin à suivre la formation dans les conditions dans les conditions fixées par la fiche.

L'attention des demandeurs sera portée dès la signature de l'attestation sur le fait qu'une demande au titre du dispositif ne peut être effectuée si un autre financement est recherché, par exemple au titre du compte personnel de formation (CPF). En cas de double financement, l'aide publique au titre de la mesure ne serait pas versée.

Les formations éligibles sont définies dans le cadre d'un plan de formation national « pêche » qui permet aux marins concernés d'identifier son besoin en formation. Seules ces formations suivies et évaluées conformément à la réglementation peuvent bénéficier des aides.

Le demandeur doit être à jour de ses obligations en matière de réglementation fiscale et sociale et le marin pêcheur formé doit remplir les conditions d'admission en formation prévues par la réglementation, propres à chaque formation mais comportant a minima la détention d'un certificat médical d'aptitude à la navigation valide.

La formation à laquelle le marin pêcheur se serait inscrit mais qu'il n'aurait pas suivi en intégralité ne pourra fait l'objet d'une aide, même en l'absence de demande de sa part attachée à la convention de partenariat.

L'attestation par laquelle le demandeur demande une aide publique rappelle que le marin pêcheur doit demander, à l'issue de la formation suivie avec succès, la délivrance le cas échéant du titre auquel conduit la formation subventionnée, contribuant ainsi au respect des objectifs de la mesure.

IV-Critères de sélection

La formation doit être éligible compte tenu des critères fixés au point III.

- La demande concerne une formation portant sur les certifications professionnelles citées dans la présente fiche critère : obligatoire.
- Le marin justifie d'un besoin en formation et d'obtention d'un certificat, rendus nécessaires par la transformation des titres à la pêche : oui/non
- La formation objet de l'aide au titre du FEAMPA ne fait pas l'objet d'une aide publique dans le cadre d'un autre dispositif : obligatoire.
- Le candidat à une formation satisfait aux normes d'aptitude médicale requises pour la navigation dans les conditions fixées par le décret n° 2015-1575 du 3 décembre 2015 : obligatoire.
- Le cas échéant et en fonction de la certification professionnelle, le respect des conditions réglementaires supplémentaires : obligatoire.

Ces critères de sélection, associés aux critères d'éligibilité, permettent d'orienter les aides aux besoins de formation dans la perspective de maintien des compétences à la pêche aux fins de sécurité, de prévention de la pollution et de préservation de l'environnement.

V-Modalités de financement

a) Modalités de financement

La nature des dépenses éligibles est la suivante :

De manière générale, nature des dépenses éligibles :

- dépenses d'investissement matériel et immatériel (y compris prestation de services, études, expertise, formation) ;
- frais de personnel directement liés à l'opération : barème de coût unitaire basé sur les données réelles du bénéficiaire (voir note sur les coûts simplifiés);
- frais de mission (hébergement, restauration, déplacement) : barèmes de la fonction publique.

Dépense éligibles au titre du dispositif :

Investissement matériel :

Frais assurés par le chef de file uniquement dans le cadre de la convention de partenariat pour les actions permettant de faire connaître le dispositif d'aide et de favoriser sa mise en œuvre concrète, puis de gérer sa mise en œuvre, notamment adaptation de logiciel de traitement des aides ou toute investissement requis pour permettre la gestion administrative des demandes de subvention et de versement des aides.

Investissement immatériel de formation :

Il s'agit des frais de formations éligibles et sélectionnées facturés par les établissements de formation agréés par Etat et chiffrés lors de l'inscription en formation, dans la limite d'un montant maximal forfaitaire éligible.

Ce montant maximal forfaitaire éligible est déterminé préalablement à l'inscription en formation, il est connu du demandeur et du marin en cas de demande par son employeur lorsqu'il signe l'attestation rattachée à la convention de partenariat. Il est indiqué dans la demande de subvention portée par le chef de file. Ce montant ne peut être dépassé lors de la liquidation de la subvention. Les factures acquittées produites à l'appui de la demande de liquidation de l'aide sont subventionnées au réel dans la limite de ce plafond forfaitaire.

Frais de déplacement assurés par le chef de file (hébergement, nourriture et transport) :

Frais assurés par le chef de file uniquement dans le cadre de la convention de partenariat pour les actions permettant de faire connaître le dispositif d'aide et de favoriser sa mise en œuvre concrète auprès des marins pêcheurs directement ou indirectement via leurs représentants, dont les comités des pêches.

Frais de déplacement assurés par le marin formé (hébergement, nourriture et transport) :

Les frais d'hébergement, de nourriture et de transports assurés par le marin directement ou son employeur au bénéfice du marin, ayant suivi la formation complète, sont pris en charge selon les barèmes applicables à la fonction publique.

Coûts salariaux

Les coûts salariaux supportés par le chef de file uniquement dans le cadre de la convention de partenariat pour les actions permettant de faire connaître le dispositif d'aide et de favoriser sa mise en œuvre concrète auprès des marins pêcheurs directement ou indirectement via leurs représentants, dont les comités des pêches sont éligibles. Le financement ne pourra porter que sur les salaires et charges des personnels du chef de file au prorata du temps passé à ses missions d'élaboration et de mise en œuvre de la convention de partenariat.

Ne sont pas éligibles :

Coûts salariaux liés à l'absence du marin formé :

Les dépenses de l'employeur liées à l'absence pour raison de formation de son salarié ou les dépenses de remplacement d'un marin non salarié ne sont pas éligibles.

L'article 12 du Règlement FEAMPA spécifie que l'utilisation du fonds est limitée à la poursuite des priorités et objectifs de ce même fonds : il résulte des règles précitées que s'il est possible d'utiliser le FEAMPA pour aider un employeur à subvenir au coût d'une formation qu'il supporte pour lui-même ou ses employés, il n'est pas possible de l'aider financièrement, au titre du FEAMPA, pour compenser des pertes causées par l'absence de ses employés motivée par une formation. Par conséquent, financement de mesures de compensations notamment du salaire du marin envoyé en formation n'est pas possible.

Frais matériel de formation :

Les dépenses relatives à l'achat de matériel ou à l'impression de matériel demandé par l'établissement de formation agréé et qui seraient requis pour la réalisation de la formation et de l'évaluation.

b) Intensité d'aide publique

L'intensité de l'aide publique est égale à 100% des dépenses totales éligibles ~~(ou 75%)~~.



c) Taux de contribution FEAMPA

Conformément à l'article 40 du règlement FEAMPA, le taux de cofinancement est de 70 % des dépenses publiques éligibles.

VI-Indicateurs

Indicateur de résultat : CR21 Ensembles de données et conseils mis à disposition

VII-Pilotage de l'objectif spécifique

a) Responsable de l'article 22

Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA)
- service des flottes et des marins - bureau de la formation et de l'emploi maritimes (GM1)

b) Modalités de mise en œuvre

1-Demande globale :

Le chef de file forme une demande globale de subvention. Le dossier de demande de subvention dans le cadre de la convention de partenariat est déposé par le chef de file auprès de FranceAgriMer (FAM) qui en accuse réception et instruit le dossier avec l'appui et l'expertise du bureau de la formation et de l'emploi maritime, qui s'appuie sur

les services emploi et formation des services déconcentrés. FAM transmet la demande de subvention au Comité de programmation du FEAMPA pour décision.

Le montant demandé et accordé d'aide publique est calculé conformément au dispositif représente le montant maximal d'aide susceptible d'être versé. Une revalorisation en cours d'exécution en sera pas possible.

2- Demande individuelles :

Le marin non salarié, salarié directement ou son employeur souhaitant bénéficier de l'aide publique accordée dans le cadre de la convention de partenariat manifeste sa demande par la signature d'une attestation, qui fait partie prenante de la convention de partenariat. Que le demandeur soit le marin pêcheur ou l'employeur, le marin atteste de son engagement à s'inscrire et suivre la formation concernée. Le demandeur est informé des dépenses éligibles et non éligibles et des montants forfaitaires maximaux le cas échéant

Afin de sécuriser la demande de subvention, une lettre d'intention sera déposée par le chef de file et permettra de rendre finançables les opérations de formation si elles débutent avant le dépôt de la demande de subvention par le chef de file dans l'application dédiée.

Le marin s'inscrit et suit la formation complète. Le demandeur de l'aide publique fournit au chef de file les pièces justificatives nécessaires à son versement (attestation de suivi/ présence à la formation a minima, outre les justificatifs de la dépense).

3- Versement de l'aide publique :

Après vérification, le chef de file, peut demander le versement des aides sur la base des attestations attachées à la convention de partenariat et des justificatifs de service fait. Il apprécie la régularité des demandes de versements.

Après instruction et décision de versement des aides publiques, celles-ci sont versées au chef de file qui reverse à chaque marin bénéficiaire le montant de l'aide publique qui le concerne, sous réserve qu'il ait rempli les conditions de versement de l'aide vérifiées par FAM. Les acomptes ne sont pas autorisés.